

Quelles voies pour la paix ?

Colloque Genève 9 et 10 avril 2021

Contribution de Pierre Galand

Y a t 'il des réponses pacifistes aujourd'hui ?

Le pacifisme est une notion qui suscite des analyses diverses et même des appréciations qui le dénaturent complètement. Trotsky, par exemple, considère les pacifistes comme des valets de l'impérialisme. Le pacifisme relève de deux conceptions : l'une est l'action des partisans de la paix, l'autre est l'action non-violente, le pacifisme radical, celui de Gandhi notamment.

Etre partisan de la paix ne veut pas toujours dire non-violence. Voyez par exemple le soutien aux luttes d'émancipation contre le colonialisme et l'Apartheid : l'ANC et Nelson Mandela ont pris les armes. Il y a eu aussi l'antimilitarisme de gauche à la Jean Jaurès.

Le pacifisme des 19^e et 20^e siècles aura pour mérite de mettre en cause la notion de bonne ou mauvaise guerre, de guerre juste ou injuste.

Mais encore aujourd'hui, le chapitre 7, article 51 de la Charte des Nations Unies envisage le recours à la force pour légitimer le retour à la paix là où il y a eu agression armée illégitime contre un autre peuple (droit naturel de légitime défense individuelle ou collective).

Y a t'il, y aura t'il un pacifisme du XXI^e siècle ?

Merci de m'avoir invité à cette rencontre maçonnique de réflexions et de perspectives pour la Paix. Bravo au Gipri et au Droit Humain International.

Mon intervention risque de décevoir plus d'un car elle n'est pas le fruit d'une étude. Elle repose essentiellement sur mon témoignage en tant que citoyen du monde, engagé depuis 1956, date de la première manifestation dénonçant l'entrée des chars soviétiques à Budapest. Depuis, j'ai toujours

l'ambition de contribuer à la construction d'une humanité plus accueillante pour tous ses enfants, plus pacifique et plus fraternelle.

Pour introduire mon sujet, je vais brièvement décrire la situation qui est la nôtre aujourd'hui en l'inscrivant dans notre histoire récente et en tentant d'identifier les principaux dangers et défis auxquels nous sommes confrontés.

La SDN et l'ONU ont été créées dans un contexte particulier au lendemain des deux guerres mondiales. Toutes deux ont encadré la réflexion, les initiatives, les règlements et les résolutions devant assurer les voies et moyens pour assurer la Paix.

La SDN fut mise en échec par les coups de boutoir des Etats membres et c'est donc sur les cendres de la deuxième guerre que naît l'ONU qui servira de référence et de règlement pour la Paix mais aussi pour le Développement sensé contribuer à la sécurité des peuples.

Ni la paix ni le développement ne sont vraiment au rendez-vous aujourd'hui. Il serait cependant absurde de ne pas mettre en avant les legs laissés à notre siècle par ces institutions auxquelles des générations de citoyens et de responsables politiques ont contribué et contribuent encore.

Déjà, en 1999, à l'invitation d'une infatigable militante de la Paix américaine, Cora Weiss, j'ai participé en Hollande à une conférence à l'occasion du centenaire de la première Conférence de La Haye de 1899 pour le désarmement et la prévention de la guerre. Cette préoccupation existait avant même la constitution de la SDN. Cette conférence et celle qui suivit en 1907 ont eu le mérite de faire avancer la cause du droit humanitaire international et furent les précurseurs des Conventions de Genève de 1949 et des nombreux protocoles additionnels qui ont encore cours aujourd'hui.

Quant à l'ONU, qui oserait nier le travail remarquable des prestigieuses institutions que sont notamment la FAO, le PAM, le PNUD, l'UNICEF, l'UNHCR, mais aussi l'UNESCO, le Conseil des droits humains et l'OMS

dont on parle beaucoup ces jours-ci dans le cadre de la pandémie de la Covid-19.

Les peuples du Grand Sud ont toujours en mémoire la fameuse résolution 1514(15) qui consacra en 1960 leur droit à l'émancipation coloniale, celui de l'autodétermination et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Droit dont sont malheureusement encore privés les peuples de Palestine et du Sahara Occidental.

Des millions de citoyens se sont mobilisés au nom de la DUDH et des grandes conventions humanitaires ainsi que des décisions judiciaires sur le crime de génocide, le crime d'apartheid, le crime de persécution. Ils dénoncent les crimes de guerre et le surarmement, le racisme, l'exclusion sociale et le sous-développement. Des tribunaux citoyens ont ainsi eu lieu, traitant de la guerre au Vietnam et plus récemment des crimes contre l'environnement commis par des firmes comme Monsanto. Ils militent aujourd'hui pour la reconnaissance des crimes de sociocide et d'écocide. Ces citoyens se sont associés pour faire vivre les valeurs de justice, de solidarité et de liberté comme moteur de l'émancipation des humains.

Chaque jour, ils résistent, dénoncent, mobilisent parce qu'ils et elles veulent croire qu'un autre monde est possible et refusent les mécanismes et comportement indignes qui sacrifient une part de l'humanité au profit de quelques-uns. Ils partagent en commun des idéaux tant de fois réaffirmés mais tant de fois bafoués, parce qu'ils visent le bien commun de l'humanité.

Questions

Que s'est-il donc passé pour que l'A.G et le Conseil de Sécurité de l'ONU, qui nous ont servi de références et de cénacles pour des consultations, des accords et des traités, même durant les heures les plus sombres de la guerre froide, se trouvent, 75 ans plus tard, paralysés, et que des engagements pris ne soient plus respectés ? Les retards et les difficultés de la mise en œuvre de la Cop 21 et des Objectifs du développement durable en sont témoins. Le non-respect des traités de non-prolifération de l'arme nucléaire témoignent clairement de l'irresponsabilité de nos dirigeants et plus particulièrement des 5 membres du Conseil de sécurité de l'ONU, en matière de sécurité collective. Quant aux engagements non

tenus, depuis l'an 2000, pour mettre en œuvre les Objectifs du Millénaire pour le Développement, cela constitue un crime contre 1,5 milliard de nos semblables, nos frères et sœurs en humanité.

Qui entend encore les appels du S.G. des Nations Unies Antonio Guterres ? Tout récemment, il a appelé le monde à empêcher la famine meurtrière qui frappe 88 millions de pauvres, et cela à la suite des dérégulations consécutives à la pandémie du coronavirus. Pandémie qui l'a amené à demander, dès novembre 2020, la suspension de la brevetabilité du vivant, à savoir les brevets privés relatifs à la production des vaccins et des médicaments indispensables pour combattre la Covid-19. Appels restés vains jusqu'à présent.

Je me risquerai à avancer trois causes qui, à mes yeux, constituent les principales raisons de cet échec du multilatéralisme, fondement essentiel pour la paix.

- 1. Le tournant des années 1990
- 2. La prise de pouvoir planétaire par ceux qui contrôlent la sphère économique
- 3. Le manque d'anticipation des effets de l'anthropocène

I. Pourquoi le tournant des années 90'

Dans les années 90, le contexte international est marqué par des événements de rupture et d'optimisme.

I – 1. La chute du Mur de Berlin et le retrait des armées soviétiques de l'Allemagne, qui sera suivi du démantèlement du pacte de Varsovie.

I – 2. La fin de l'apartheid et la libération de Nelson Mandela.

Pour une large majorité des opinions publiques, des gouvernants, de la société civile et des mouvements de la paix, ce sont des marqueurs positifs des avancées qui font entrevoir une possible coexistence pacifique, une avancée de la démocratie fondée sur le respect des droits des gens. Le slogan des années 70 et 80 « Désarmer pour développer » enthousiasme de nombreux militants de la paix, des journalistes, des politiques. Ils seront 400.000 personnes (selon le Soir) dans les rues de Bruxelles, contre les euromissiles en octobre 1983, 1 million à New York devant l'ONU.

L'Europe, traversée par ce courant optimiste, va cependant devoir déchanter car à la même époque aux Etats-Unis, les courants guerriers dominent la sphère politique et le courant Hayek/Friedman de l'économie ultralibérale triomphe.

La chute du mur de Berlin et l'implosion de l'URSS ont été vécues par beaucoup d'Européens comme une opportunité de sortir de la confrontation Est-Ouest et d'entrer dans une ère nouvelle de coexistence pacifique en mettant fin à la course aux armements. Les 3 « D », Désarmement- Développement- Démocratie, leur semblaient un horizon accessible.

Cette opportunité n'a pas été saisie car, si le Pacte de Varsovie fut démantelé, ce ne fut pas le cas de l'OTAN. L'Otan après quelques cafouillages, se réorganisa sur base de la vision des Etats-Unis. Pour eux la chute du Mur et la fin de l'URSS, c'était la chute de l'empire du mal. L'Otan allait marginaliser le rôle de l'ONU en se présentant comme le garant militaire de cette nouvelle mondialisation. Tout comme l'OMC devenait le régulateur du commerce mondial -marginalisant à son tour les organes onusiens, à savoir le PNUD mais aussi l'ONUDI.

Dans ce contexte, les USA vont conforter leur hégémonie en provoquant la première guerre en Irak. Guerre refusée par le couple franco-allemand et le Benelux : rappelons-nous le discours remarquable à l'ONU du ministre français de Villepin. Rappelons-nous aussi les mensonges du général américain Colin Powell et du Premier ministre britannique Tony Blair concernant les arme nucléaires détenues par le président irakien Saddam Hussein. Mensonges qui servirent de motifs à la deuxième guerre contre l'Irak.

Comme au lendemain de la guerre du Vietnam, les Etats-Unis, révisent dans les années 90 leur conception du contrôle planétaire tant sur le plan militaire que politique et confirment le rôle stratégique de l'OTAN. Sans surprise, les Européens s'alignent sur les positions étatsuniennes et la folle perspective de « guerre des étoiles ».

II. La prise de pouvoir planétaire des multinationales. Les oligarques de l'économie planétaire.

En ces années 90, sont diffusées les conceptions de Francis Fukuyama, politologue américain, qui prône « la fin de l'histoire » à savoir une ère nouvelle fondée sur la liberté, du moins celle du libre marché sans entrave (entendez : débarrassé des obstacles protectionnistes et des contrôles étatiques). C'est devenu la doctrine économique dominante. Y contribueront activement l'OMC, l'OCDE, la BM, la FMI mais aussi de nombreux responsables gouvernementaux. La Commission européenne adopta cette doctrine sans la moindre réserve. Ce libre-marché bénéficie principalement aux réseaux bancaires, fonds de pension et grandes multinationales qui dominent le marché et y imposent leurs règles du jeu économique (transformé en un périlleux jeu de Monopoly) après avoir déconstruit les structures étatiques via les politiques d'ajustements structurels et les principes du Consensus de Washington, fondement idéologiques du néolibéralisme.

La prédation, les destructions et le pillage des ressources naturelles, la dégradation et la négation des droits sociaux vont s'accélérer. Les grandes messes comme celles des sommets de Davos du Forum économique Mondial confortent la doctrine ultralibérale. Le « TINA » (there is no alternative) - déjà promu par le couple infernal Reagan-Thatcher dans les 1979 à 1990 - triomphe et renverse sur son passage toutes formes de résistance populaire.

Cela ne veut pas dire que les résistances n'existent pas, que du contraire, mais c'est bien cette économie-monde, à croissance accélérée des profits, qui domine sans états d'âme.

A ce sujet, quelques remarques au sujet de la globalisation

1- Les opinions occidentales bercées par le mythe de la fin de l'histoire et celui de la suprématie de leur monde, ne se préoccupent plus du rôle de l'OTAN et ne se mobilisent plus comme précédemment contre la guerre ni contre la course aux armements ou la R/D en matière militaire. Or, il y a de plus en plus de conflits armés dans la périphérie du monde occidental. Plus que jamais, la R/D militaire et civile sont interconnectées et ce grâce à l'avènement de l'IA.

2- Les gouvernements sont privés de tout contrôle sur l'économie. Comme le disait l'économiste Polanyi, dès 1947, en réponse à Friedman : « ne laissez pas l'économie aux économistes mais rendez-la aux acteurs sociaux. Une économie qui mène sa propre vie dévore le social et son environnement. » Il y a donc lieu, dira-t-il, « de restaurer la démocratie et d'empêcher l'économie de prendre la société et les mouvements sociaux en otage ». (1) L'ultra-libéralisme mondialisé provoque une perte de la capacité des Etats à réguler l'économie et à répondre aux aspirations de justice sociale et de bien-être des populations. Il en résulte une montée de la pauvreté et de l'extrême pauvreté et un délitement de l'ensemble des mécanismes de solidarité et de mutualisation des risques. Il en résulte aussi de plus en plus de mouvements migratoires et de déplacements de populations en recherche de moyens de survie ou de sécurité lorsque les conflits sociaux dégénèrent en révoltes et en guerres civiles. Guerres elles-mêmes encouragées par des multinationales : rappelez-vous la guerre du pain en Tunisie, les guerres de la banane qui opposa le Pérou à la Bolivie, les guerres des trafics de drogue et plus récemment celles suscitées par le terrorisme islamique.

3- Les gouvernements complices du génocide au Rwanda. Cela devait être la face noble de nos relations internationales : la coopération au développement avec des pays de l'hémisphère sud et l'aide humanitaire aux PMA, s'est fracassée dramatiquement le 7 avril 1994 lorsque se déroula le génocide à l'encontre de la population Tutsi : un million de Rwandais furent assassinés en trois mois. Et cela en présence impuissante des forces armées de l'ONU. Plus tard, la Monusco se révélera tout aussi impuissantes à empêcher la guerre dans l'est du Congo, une guerre qui a provoqué des millions de morts ces 20 dernières années.

J'ai été mandaté par le PNUD pour réaliser dès 1996 une étude des financements du génocide. Avec des experts économiste et juriste, nous avons démontré les complicités multiples de la B.M., des Etats bailleurs de fonds comme la Suisse, la France, la Belgique mais aussi de nombreuses ONG, missions religieuses, de banquiers. Nous avons montré comment, au cours des années 1990-1993, s'étaient organisés les principaux

responsables hutus pour préparer le génocide et ce grâce à l'aide étrangère.

Aujourd'hui encore, des génocidaires bien identifiés vivent libres et protégés en France, en Belgique et au Canada. Jusqu'il y a peu, aucune enquête approfondie et aucune procédure judiciaire n'avaient été entreprises à l'encontre des Etats, institutions religieuses, ONG, banques qui ont été complices du génocide et qui ont participé à exfiltrer des génocidaires dont certains poursuivent la guerre meurtrière dans l'est du Congo RDC.

Plus de 27 ans plus tard, c'est grâce à quelques « indignés » courageux, dont des membres de Survie France et des journalistes investigateurs, que le voile de la complicité est levé. Dès 1992, des alertes annonçant un probable génocide avaient été lancées, notamment par l'avocat Gillet, mandaté par le CNCD belge. Ensuite, après ce drame, le Tribunal Pénal International Rwanda n'a pas reçu mandat d'enquêter sur ceux et celles qui ont été complices des génocidaires. Voilà qui sonne le glas d'une justice internationale véritablement efficace et d'une coopération au développement porteuse de paix entre les peuples.

III Le manque d'anticipation des effets de l'anthropocène

Face à ces évolutions politico-économiques qui créent de nouvelles formes de conflits, y a-t-il des réponses pacifistes ?

Nous sommes en train de vivre en direct le chaos mis en lumière par la pandémie de la COVID. La santé, droit essentiel de chaque être humain est, comme jamais auparavant, soumise aux aléas du marché monopolisé par les Big Pharma. L'OMS, qui doit organiser la réponse à la pandémie, assurer le partage des connaissances pour les soins et favoriser les solidarités indispensables envers toutes les victimes, s'est vue accusée par l'ex-président Trump d'être aux mains des Chinois.

Les guerres économiques de certains Etats et de multinationales afin d'accaparer les ressources naturelles causent des déforestations massives au Congo, au Brésil et ailleurs dans le monde. L'eau, bien commun de l'humanité, est de plus en plus privatisée et objet de spéculations. Ce sont des éléments fondateurs du Chaos.

Comme le disait Antoine Allard, avec qui j'ai créé l'ONG Oxfam en Belgique en 1967, « pour avancer il faut deux jambes : une pour la paix, l'autre pour le développement ».

Mais aujourd'hui, c'est le chaos ! Si cela ne m'empêche pas de poursuivre et de mener des actions de solidarité internationale et d'agir pour la paix, il faut faire le désolant constat que, sur la scène internationale, à l'ONU, ce sont encore les vieilles recettes que l'on utilise ou que l'on fait semblant d'utiliser, mais sans plus de résultats.

« On ressort le catéchisme mais on n'y croit plus ». Et donc, soyons clairvoyants, honnêtes envers nous-mêmes et admettons que si paix, coopération, entraide, valeurs d'humanisme, liberté doivent rester les fondements de nos actions pour la survie de l'humanité, cela exige de tenir compte de ces réalités. Il nous faut confronter ce qui est inacceptable, à savoir tout ce qui viole les droits humains, tout ce qui est prédation et destruction du vivant. Nous devons réfléchir à ce qu'il est urgent d'entreprendre pour permettre à la génération qui, en ce XXIème siècle, doit résoudre le défi de l'anthropocène, de la survie de notre humanité et de notre planète.

En ce mois de mars, Emmanuel Faber, CEO de l'entreprise multinationale française Danone, avait pour objectif d'humaniser et de « verdir » son groupe. Un fond de pension détenteur de 3% des actions de Danone a manœuvré pour l'écarter car la valeur boursière de l'action avait légèrement diminué, les dividendes restant pourtant très largement au-dessus des deux chiffres. Le lendemain de son départ, l'action Danone a grimpé en Bourse... Voilà le cœur du cancer de nos sociétés : le capitalisme financier profiteur et tueur.

Elu sénateur dans mon pays, j'ai aussitôt combattu les politiques de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International et de l'Organisation

Mondiale du Commerce. En 2004, j'ai fait voter une loi sur une taxe Tobin - Spahn sur les transactions financières afin de contrôler les différentes formes de spéculation financière qui asphyxient les Etats et constituent une bulle spéculative explosive. Très vite, il m'est apparu que les fonds voutour et la masse des capitaux exfiltrés vers les paradis fiscaux constituaient le trésor de guerre du monde ultra capitaliste de ce siècle. Cet argent peut servir à tout moment non seulement pour déstabiliser les circuits économiques, interférer dans le monde politique mais aussi pour enclencher et financer la prochaine guerre, dernier recours pour tenter de préserver leurs privilèges et leur domination sur le monde.

Pour s'opposer à leur projet assassin et mortifère, il faut réinventer, après la SDN et après l'ONU, un nouveau mode politique du Bien Vivre ensemble.

Permettez-moi une comparaison. Aujourd'hui, les gens comprennent mieux, à l'occasion de la pandémie Covid-19 et du désastre climatique, ce que sont les phénomènes qui caractérisent l'anthropocène. Il est vain de croire que nos pays du Nord vont se débarrasser de cette pandémie et de celles auxquelles nous risquons d'être confrontés si les mesures sanitaires pour les combattre ne sont pas universelles et accessibles à tous les humains. C'était déjà le cas du SIDA et ce sera encore le cas demain avec la malaria qui accompagne le réchauffement climatique.

Eh bien, j'ose dire qu'il doit en être de même pour la démocratie qui doit être considérée comme la santé, à savoir un droit accessible à toutes les collectivités humaines. Mais il est urgent d'admettre qu'il n'y a pas qu'un seul modèle de démocratie politique, le nôtre, et qu'il n'y a de vraie démocratie que si elle concerne l'ensemble des composantes de la société, tout autant le social, l'économie que la culture.

C'est peut-être le temps de la rupture, alors soyons attentifs car comme le dit Antonio Gramsci : « *Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres* ».

Faute d'avoir pris de bonnes mesures pour assurer le bien-être des populations dans le Grand Sud, faute d'avoir répondu à leurs aspirations (échec des ODD) deux phénomènes graves ont surgi : le premier, Al Quida créé par Ben Laden encouragé par les USA en Afghanistan est

devenu un facteur de guerre au niveau planétaire. Le deuxième : la militarisation des sociétés, dont l'exemple le plus violent est celui de l'Egypte avec la dictature du général El Sissi, brisant par les armes et l'emprisonnement les exigences des populations pour plus de démocratie et contre les corruptions. 'est à bon escient que je cite l'Egypte et pas la Chine car cela se passe dans notre immédiate proximité et avec le soutien occidental.

Ces phénomènes font l'affaire des marchands d'armes dont les leaders ne sont autres que les 5 pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU. Un Conseil qu'il est urgent de supprimer ou de transformer en profondeur.

J'évoquais les « vieilles recettes » diplomatiques. Il s'agit à présent d'abandonner des formes de négociations périmées, revoir les traités sur la limitation des armes nucléaires, dénoncer le retour à l'équilibre de la terreur et le vieil adage « si vis pacem para bellum ».

Comment en revenir à une logique de paix ?

Pour moi, cette logique de paix doit s'apparenter à un principe de précaution et elle nécessite du courage politique.

- Comme le fit Charles de Gaulle lorsqu'il mit fin à la guerre d'Algérie et négocia le retrait du colonialisme français.
- Comme le fit Gorbatchev en prônant la « maison commune européenne » qui ne trouva pas de réponse côté Europe occidentale et fut méprisée par les Etats-Unis.
- Comme le fait Angela Merkel en accueillant un million de Syriens fuyant la guerre et en optant pour la fin du nucléaire civil.

En l'absence de personnalités politiques d'envergure, il appartient aux citoyens, aux mouvements sociaux et associatifs d'élaborer des propositions pour faire de la politique autrement. En coordination et concertation, il s'agira de recréer un imaginaire pour porter un destin collectif, fondé sur les logiques de paix.

Gandhi, Mandela, Allende, Sankara, Martin Luther King et bien d'autres ont utilisé des logiques de paix qui toutes reposaient sur des politiques de

mobilisation populaire, civique face à un dominant. Toutes n'ont pas réussi. A l'inverse, les logiques de guerre qu'elles soient des guerres « saintes », antiterroristes, fascistes, des guerres économiques de conquêtes de marchés, d'accaparement territorial, ont ensanglanté l'histoire de notre humanité.

Par exemple, je me demande comment il est possible que perdure depuis plus d'un millénaire les guerres pour la conquête de Jérusalem : celle des Romains, celle des Turcs, celle des Musulmans, celle des Chrétiens... Y a-t-il une grande différence entre la conquête de Jérusalem par Godefroid de Bouillon dans le cadre des croisades contre les Maures et la décision de Donald Trump de fouler au pied les résolutions onusiennes et de décréter Jérusalem capitale unifiée de son allié israélien ?

Pour en revenir à la logique de paix, il faut au préalable entreprendre un vaste mouvement d'éducation populaire ayant pour objectif de décoloniser les esprits et de créer une « culture collaborative de la non-violence » comme l'explique et le pratique mon amie indienne Vandana Shiva avec les syndicats paysans indiens dans leur lutte pour la défense de leur terre et l'accès à l'eau.

Il se fait que nous baignons dans une culture très violente, celle de la concurrence, de la compétition ; celle du mépris ou de l'indifférence pour ceux que l'on qualifie de « losers » et qui se trouvent exclus.

On nous a appris à dominer, domestiquer, exploiter la nature, ce qui est une autre forme de colonialisme et d'asservissement du vivant. C'est le modèle du capitalisme actuel, brutal et obsédé par le profit à n'importe quel prix.

La pandémie Corona a amplifié la gravité de la situation. Elle a creusé les inégalités et la précarité sociale. Elle a déstabilisé très profondément le modèle économique et pris de court nos dirigeants politiques. Ils ont pris des mesures entravant dangereusement nos libertés individuelles et collectives de citoyens, dont celles du monde syndical et associatif. Ceux-là même dont la mission est de nous défendre. Qui peut nous garantir aujourd'hui que tous les systèmes de traçage des individus, utilisant l'I.A.

pour combattre la pandémie, ne seront pas utilisés à des fins moins nobles demain ?

Nos capacités de manifester nos opinions, de défendre nos conceptions d'une démocratie sociale, progressiste, d'exercer notre citoyenneté dans ce monde chaotique et plein d'incertitude est fragilisée par les restrictions de nos libertés de mouvement et de rencontres réduites à des vidéoconférences dont on n'est pas certain de leur confidentialité.

Cinq propositions pour changer le monde

Voici cinq propositions pour tester notre capacité de résistance pacifique :

1. Les 7 et 8 mai aura lieu à Porto une Sommet européen sur la Santé, suivi les 20 et 21 mai à Rome d'un Sommet du G20 sur le même thème. C'est l'occasion de manifester avec l'ensemble des ordres maçonniques notre adhésion et notre soutien à toutes les forces démocratiques pour que la santé retrouve sa place de service public pour l'ensemble de l'humanité. Pour ce faire, il s'agit de suspendre le droit de propriété privée sur les brevets, médicaments et matériel nécessaires pour lutter contre les grandes pandémies. L'accès et le partage des savoirs concernant notre santé ne peuvent être des produits marchands ordinaires. Il s'agit d'en faire des produits génériques et pas une occasion de profit et de contrôle du politique par les Big Pharma.
2. Depuis janvier 2020, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) a acquis force de loi en droit international. Toutes les puissances nucléaires et les Etats ayant accueilli des armes nucléaires sur leur territoire ont refusé à ce jour de signer ce traité. Si nous voulons suivre les appels des Nobel de la Paix, il y a lieu d'obliger nos Etats européens à signer ce traité car c'est une question de survie. La première étape pourrait être de retirer les armes nucléaires stationnées dans les pays non nucléaires. C'est une

exigence aussi importante pour l'environnement que la lutte contre les énergies fossiles et le nucléaire civil.

3. L'eau est un enjeu stratégique mondial. L'or bleu sera bientôt plus convoité que l'or noir. Sauf que l'accessibilité et la gestion des ressources hydriques doivent être des services publics à toutes les collectivités humaines. Rappelons que l'eau a fait son entrée à Bourse des matières premières de Chicago, le 7 décembre 2020, et ce dans une indifférence généralisée. Ainsi, des puissances financières, des fonds de pension s'approprient des centaines de millions de m³ d'eau et, en créant la rareté, spéculent sur une hausse du prix de ces réserves, pourtant biens communs pour toute l'humanité. L'eau ne peut être un objet de convoitise et de guerres. Voilà pourquoi il faut délégitimer l'OMC.
4. Contrôler les flux financiers spéculatifs, fermer les paradis fiscaux et annuler les dettes illégitimes. Ce sont des mesures indispensables pour une politique fiscale équitable permettant aux Etats de refinancer les services publics de santé, éducation, culture et de pratiquer une relance économique conforme aux O.D.D. Cette relance doit être axée sur la proximité et non assujettie aux appétits des banques et des fonds de pension. Il nous faut concrétiser les propositions de loi Tobin allant en ce sens. Le travail de sape doit être amplifié afin d'ôter toute légitimité à la BM, au FMI, aux sociétés de cotation qui ont asservi les Etats en leur imposant des « convergences budgétaires » au service du grand capital.
5. Frontex, l'instrument mis au point par les Etats européens pour contrôler leurs frontières extérieures. C'est devenu une armée disposant de moyens considérables pour lutter contre l'immigration dite clandestine. L'UE viole gravement l'ensemble des droits humains et des règles adoptées par l'Office Mondial des Migrations. Cette guerre provoque un nombre incalculable de victimes, ce qui a fait de la Méditerranée le plus grand cimetière du monde. Et cela est financé, comble de l'hypocrisie, par des fonds budgétaires affectés officiellement à la coopération au développement et à l'assistance

humanitaire d'urgence. C'est un crime contre l'humanité. Pour cela, la Commission européenne doit être mise en accusation à la Cour de Justice de l'Union Européenne à Luxembourg et à la Cour Pénale Internationale à La Haye.

Conclusions

Les biens communs

La sauvegarde de la paix, de l'environnement est clairement de l'ordre de l'« intérêt général mondial », comme le dit Monique Chemillier-Gendreau. Paix et Environnement doivent être considérés unanimement comme des priorités indispensables au développement des biens communs qui étaient déjà contenus dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

La réduction drastique des dépenses d'armement et de la R/D militaire est indispensable pour y arriver. Devant l'échec patent des Nations Unies à obtenir ces réductions, il faut oser aller de l'avant et reformuler le projet d'un Parlement mondial chargé de mettre en place une nouvelle organisation mondiale débarrassée du Conseil de sécurité, actuellement contrôlé par les cinq membres permanents les plus dangereux. Ce Parlement aurait la mission de conduire la transition vers un nouveau monde qui puisse arbitrer les conflits et disposer des moyens indispensables à la protection des populations civiles. Or, cela nécessite une mobilisation permanente des Etats, des éducateurs, des enseignants pour contribuer à une « culture collective de la non-violence » comme l'explique Vandana Shiva. Il est urgent d'entreprendre cette transition afin d'assurer la survie de notre humanité.

Les sociétés civiles engagées pour ce changement doivent avoir leur mot à dire dans cette recomposition et cette reconstruction des démocraties qui entendent s'émanciper des politiques asservis aux seuls détenteurs des capitaux et aux penseurs ultra-libéraux. La

capacité des peuples à faire démocratie par le bas sera l'alternative. Il nous faut une démocratie d'émancipation. Celle qui dénonce les désignations identitaires meurtrières. Celle qui refuse toute complaisance avec l'obscurantisme qui tue. Celle qui prône un esprit de tolérance selon lequel il n'y a pas de civilisation, de religion supérieure à une autre.

Cela passera par la réappropriation par les peuples de l'économie relocalisée et non dépendante des spéculateurs et des Bourses dévoyées de leurs finalités premières.

Un grand nombre d'institutions et des lois scélérates devront faire l'objet d'un important travail parlementaire pour s'assurer de lois justes et protectrices des personnes et des groupes les plus fragilisés. Car la solidarité doit être la clef de voûte de notre futur collectif pour sortir du chaos.

Le mot d'ordre doit être d'assurer, avec les signataires de la Charte des Nations Unies, un partenariat constructif, pacifique, pour un nouvel état de droit international, respecté par tout le monde. Le démantèlement des arsenaux nucléaires doit être la garantie que nous voulons réellement préserver l'avenir des jeunes générations. La Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN) doit être mieux soutenue.

Défendre nos droits fondamentaux

D'ores et déjà, nous avons la capacité de défendre nos droits fondamentaux et les valeurs humanistes car il existe les cours de justice et de nombreux juges intègres qui entendent défendre une conception noble de la séparation des pouvoirs et rappeler les droits des gens : droits individuels et collectifs, droit humanitaire et celui des Conventions de Genève, droit international et droit des peuples. Tous ces droits sont le résultat de mobilisations populaires. Aujourd'hui, des citoyens s'organisent comme le firent Lord Russell et Lelio Basso

en créant des tribunaux d'opinion : Tribunal Russell, Tribunal Permanent des Peuples, Tribunal Monsanto, etc.

Ils sont des marqueurs indispensables pour faire entendre l'ensemble de ces droits et assurer leur application.

Demain, nous aurons pour mission citoyenne de convoquer les Nations Unies et les Etats voyous devant un tribunal citoyen d'opinion pour condamner leurs manquements et les crimes contre l'humanité résultant de leur mauvaise gestion.

Et pour proposer des alternatives - car un autre monde de solidarité, de justice, de liberté et de paix est possible – MOBILISONS-NOUS !

- (1) **Karl Polanyi** est un économiste hongrois devenu américain qui élabora une critique des fondements historiques et philosophiques du libéralisme. Il fut marginalisé et décéda en 1964. Son œuvre refait surface aujourd'hui, compte tenu de la pertinence de ses analyses
- (2) L'**Anthropocène** est une époque de l'histoire de la Terre qui a été proposée pour caractériser l'ensemble des événements géologiques qui se sont produits depuis que les activités humaines ont une incidence globale significative sur l'écosystème terrestre.

Quelques lectures utiles

- Régis Debray. « Le siècle vert. Un changement de civilisation ». Coll. Grand format. Tracts Gallimard. Janvier 2020.
- Stéphane Hessel. « Indignez-vous! » Indigène Editions. Octobre 2010.
- Monique Chemillier-Gendreau. « Régression de la démocratie et déchainement de la violence ». Coll. Conversations pour demain. Textuel. 2019.

- Monique Chemillier-Gendreau. « Pour un Conseil mondial de la Résistance ». Coll. Petite encyclopédie critique. Ed. Textuel. 2020.
- Edgar Morin. « Changeons de voie. Les leçons du coronavirus ». Ed. Denoël. 2020.
- Vandana Shiva. <http://www.navdanya.org/site/latest-news-at-navdanya/629-courses-at-navdanya-bija-vidyapeeth-2020>
- <https://www.entrelignes.be/humeurs/l-tu-lululu/vandana-shiva-contre-le-club-des-milliardaires>
- « D'Henri La Fontaine à Donald Trump : la fin de l'utopie multilatérale ? » Colloque organisé par la Fondation Henri La Fontaine. Ed. FHL et CAL. Bruxelles. 2020
- « La Grande Solution. Magnissima Charta » Henri la fOnatine. Editions Fondation Henri La Fontaine. 2019
- « Promouvoir la Paix », Université de paix, coll. Les intelligences citoyennes. Ed. De Boeck & Larcier. 2004.